

Quand l'histoire russe marche sur ses pieds : John Arch Getty et le nouvelle soviétologie anglo-saxonne

Par Marc Harpon

Publié 1 septembre 2010



Marc Harpon

Ce blog proposera régulièrement à ses lecteurs de penser avec ou contre les connaissances, authentiques ou de contrebande, qui circulent sur les expériences socialistes d'hier. Les sources qu'on utilisera alors seront d'abord et surtout empruntées à la recherche historique anglo-saxonne qui, notamment depuis la chute de l'Union Soviétique, a exploité abondamment des archives jusque là indisponibles.

Mais le choix de faire découvrir les travaux empiriquement fondés d'auteurs comme Sheila Fitzpatrick, John Arch Getty, Moshe Lewin (malheureusement décédé cet été) ou d'autres (comme Rittersporn en France) répond aussi à des préoccupations et convictions d'ordre plus théorique : comme toute expérience sociale, les expériences socialistes sont étudiées d'un point de vue, individuel et collectif. Ainsi, les manipulations d'un Stéphane Courtois ne peuvent pas se penser indépendamment de l'anticommunisme du personnage et cet anticommunisme ne s'interprète correctement qu'en référence à son passé de repent, lui même rendu intelligible par les préjugés dominants, qui sont, bien entendu, ceux des classes dominantes.

L'indignation morale d'un Courtois n'est pas un argument, mais seulement un symptôme, le symptôme d'une maladie économique appelée société bourgeoise. Ce premier article a donc pour but d'exposer les convictions qui fondent l'intérêt que l'on

portera aux historiens dont il vient d'être question, et de présenter dans les grandes lignes leurs travaux et découvertes.

L'anticommunisme comme préjugé de classe dogmatique et irrationnel

Le jugement anticommuniste apparaît d'abord et surtout comme un jugement *a priori*, antérieur chronologiquement (mais aussi logiquement) à toute considération des faits.

Il y a des crimes du communisme, mais pas de criminels communistes- ou plutôt, ceux-ci ne sont tels que parce qu'ils adhèrent à une « idéologie » intrinsèquement criminelle. En témoigne le fait que, mis à part les auteurs, disqualifiés d'avance parce que communistes, du *Livre noir du capitalisme*, plus personne n'attribue au mode de production actuel ni à son idéologie -le « libéralisme »- la propriété d'être criminels par essence. Les morts provoquées par le capitalisme ne sont que de regrettables accidents : celles provoquées par le communisme lui sont inhérentes. Le capitalisme provoque la mort, le communisme *c'est* la mort elle-même.

« Si un historien communiste révèle à un jeune militant mitterrandiste ou rocardien que la plupart des dirigeants socialistes se vautrèrent à Vichy et que plusieurs finirent ministres de Pétain, le militant s'exclamera : « Quelles salopes! J'espère qu'on les a fusillés à la libération! » [...] C'est ainsi, les autres, tel le phénix, renaissent immaculés de la cendre ignoble des incendies qu'ils ont allumés, tandis que l'historien communiste doit savoir que sa plume est toujours censée avoir paraphé le pacte germano-soviétique. Les autres partis, à chacun de leurs avatars, acceptent le passé sous bénéfice d'inventaire et n'en conservent que le bon grain. Le Parti communiste recueille pieusement l'ivraie [...]. »(1)

Le « socialisme » n'est pas sali par les erreurs et les fautes des socialistes d'hier -ni d'aujourd'hui, d'ailleurs. Le « libéralisme » non plus. Personne ne songerait à demander à Nicolas Sarkozy de s'expliquer des crimes de Pinochet. Et, si la momie d'Alain Madelin se réveillait d'entre les morts, on n'exigerait pas de lui qu'il prenne sur ses épaules les péchés des Chicago-Boys. Or, Pinochet a mis en œuvre ces mêmes politiques libérales que proposent aujourd'hui les droites du monde entier et, sous sa dictature, le Chili a servi de cobaye aux économistes formés à Chicago par Milton Friedman, prix de la Banque de Suède et défenseur du général. Dans la conversation quotidienne, les politiques sociales fermes sont plus souvent disqualifiées pour « communisme » que les politiques antisyndicales ne le sont pour « pétainisme ». Hugo Chavez, qui est tout au plus un réformiste déterminé, est dépeint comme un stalinien transcendantal, mais les auteurs du coup d'Etat d'avril 2010 restent blancs de toute filiation fasciste.

En plus d'être partial, le jugement anticommuniste est peut-être foncièrement irrationnel. Le point Goodwin s'entend comme le moment où sur un forum internet, les participants, à cours d'arguments, en viennent à se traiter mutuellement de nazis.

La stratégie qui consiste à assimiler la position que l'on combat au mal absolu, c'est-à-dire au nazisme, est également fréquente dans la conversation courante comme dans les discussions politiques. On l'entend sur tous les sujets, du Proche-Orient jusqu'au...communisme. Mais le point Goodwin est précisément celui où la pensée rationnelle et partageable s'arrête, pour laisser place à la croyance irraisonnée et subjective. C'est Caliclès disant à Socrate : « Quelle violence tu me fais Socrate! Si tu veux m'en croire, laisse-tomber cette discussion, ou bien discute avec quelqu'un d'autre. » (*Gorgias* 505c-506a).

Cet anticommunisme misologue et dogmatique est en partie rendu possible par l'oubli des conditions de productions du discours soviétologique et des ses cousins appliqués à d'autres « régimes » socialistes. Le concept-Goodwin de totalitarisme, par exemple, est pensé indépendamment de ses conditions d'émergence mais aussi et surtout de diffusion : en dépit de la sincérité manifeste et de la pertinence indubitable de *certaines* analyses d'Hannah Arendt (par exemple, sur le concept d'amour chez Saint-Augustin), la notion de totalitarisme est indissociable de la Guerre Froide, où l'Empire avait tout intérêt à gaver les masses de tout ce qui pouvait diaboliser et/ou affaiblir le camp adverse. Adopter naïvement le terme de totalitarisme et sa justification théorique revient donc à prendre parti (à la fois rétrospectivement et inconsciemment) pour un des deux camps rivaux d'autrefois.

La rupture scientifique avec le « paradigme commun »

A l'impensé politique de la soviétologie officielle s'ajoute un impensé scientifique, qui n'en n'est pas distinct. C'est ce que John Arch Getty et Roberta Manning appellent, en référence à l'historien des sciences Thomas Khun, le « paradigme commun » (*shared paradigm*). Ce paradigme commun, expliquent Getty et Manning, n'a pas été élaboré par des historiens, mais par des spécialistes des sciences politiques souvent dépourvus de connaissances empiriques sur leur sujet (2). En France, plus d'un « soviétologue » ne parlait ni ne comprenait le russe. En tant qu'il est un paradigme scientifique, ce « paradigme commun » n'est pas aussi dogmatique que la critique vulgaire du « totalitarisme ». C'est ce qui a permis la conquête du champ de la soviétologie par des historiens qui, du moins en ce qui concerne le monde anglo-saxon, ont commencé à faire éclater le vieux paradigme. Cette conquête se fait autour de deux axes : l'histoire sociale et l'utilisation de sources jusqu'ici négligées.



Moshe Lewin, précurseur de l'histoire sociale de l'URSS, décédé cet été à Paris.

Quelles sources fondent le paradigme dominant? «Les écrits et témoignages des politiciens anti-soviétiques ou anti-staliniens (Trotskystes, menchéviques et anciens blancs) », font remarquer Getty et Manning. Pour écrire son livre sur les origines des grandes purges(3), Getty s'est servi des archives de Smolensk, volées par le Reich puis tombées aux mains des américains après la guerre. Ces archives largement inexplorées sont aujourd'hui conservées par les Archives Nationales des Etats-Unis.(4) Grâce à elles, Getty a pu articuler les représentations que ce faisaient les soviétiques « d'en haut » (exprimées dans les discours et dans la presse officiels) et la réalité de soviétiques « d'en bas ». S'il choisit de telles sources c'est aussi que Getty reproche au paradigme totalitaire son usage de la rumeur comme source privilégiée :

« Les historiens n'ont été si pressés d'écrire et d'accepter l'histoire par l'anecdote pour aucune autre période. De large généralisations analytiques sont issues de pièces de secondes mains glanées au hasard des bruits de couloir. Les histoires de camp de prisonniers (« Mon ami a rencontré la femme de Boukharine dans un camp et elle a dit... ») sont devenues la source première sur les décisions politiques prises au sommet. Le besoin de généraliser sur la base de faits particuliers et non-vérifiés a transformé les rumeurs en sources et a tenu la répétition des histoires pour leur confirmation. En effet, le chef de file des experts de Grandes Purges a écrit que « la vérité peut filtrer que sous la forme du bouche à oreille » et que « la source la meilleure est la rumeur, même si elle n'est pas infallible.» Dès lors que les archives et la presse demeurent des sources inexplorées, il n'est ni sûr, ni nécessaire de s'appuyer sur la rumeur et l'anecdote » (5)

C'est le même reproche que fait en Europe Gabor Tamas Rittersporn, qui, dans le chapitre V, de *Simplifications staliniennes et complications soviétiques. Tensions sociales et conflits politiques en URSS, 1933-1953*, invite le lecteur à passer « Du goulag de la littérature à l'histoire de la politique pénale en URSS »(6). Ce chapitre contient une étude détaillée des incohérences grossières de l'œuvre de Soljenitsyne, incohérences qui justifient amplement la diversification des sources.

L'exploration de l'histoire sociale

Le renouveau des études soviétiques amorcé par ces historiens prend également le parti de l'histoire sociale. Le précurseur en ce domaine est sans doute Moshe Lewin :

« Aussi rude et cruel que soit un régime, dans le laboratoire de l'histoire, ce n'est qu'à de rares occasions que la coercition d'Etat soit assez forte pour contrôler totalement le cours des événements. La profondeur et la perspective d'événements spontanés qui contredisent les vœux et les désirs des gouvernements dictatoriaux ne font pas moins partie de l'histoire que les faits et méfaits du gouvernement et de l'Etat »(7)

Le parcours personnel de Lewin le rend particulièrement dépendant de la conceptualisation trotskyste. Ainsi hérite-t-il de la critique trotskyste de la « bureaucratie ». Mais il s'en écarte nettement en refusant de faire de Staline un simple produit d'une bureaucratie parasitaire issue de la soi-disant « dégénérescence bureaucratique » de l'Etat ouvrier. La bureaucratie est le résultat même de la collectivisation et de la centralisation : elle est à la fois ce qui rend possible et ce qui entrave le fonctionnement du système stalinien. C'est donc tout naturellement que la dictature stalinienne a fonctionné, d'après Lewin, comme une machine de guerre destinée à faire plier ce qu'il considère comme la nouvelle classe dominante du régime soviétique.(8)

La répression stalinienne vise en effet en premier lieu les dirigeants : les premières victimes se trouvent parmi les membres du parti et les gérants d'entreprises. Comme beaucoup de travaux récents, les contributions réunies par Getty et Roberta Manning dans *Stalinist terror. New perspectives*(Cambridge University Press), insistent sur le fait que les couches touchées par la répression stalinienne sont généralement les couches supérieures de la société soviétique. Dans son article « The Great terror on the local level : purges in Moscow Factories, 1936-1938 »(9), David L. Hoffman montre ainsi que la répression dans les usines ne vise quasiment que les gérants et que les ouvriers de base sont largement épargnés. Les stakhanovistes y échappent alors même que les chefs d'accusations mentionnent souvent le fait d'avoir saboté le mouvement stakhanoviste. L'article de Robert Thurston, « The Stakhanovite Movement : The Background to the great terror in factories, 1935-1938 », propose une explication : l'émulation stakhanoviste aurait suscité chez à la base des élans paradoxalement contre-productifs que les gérants se sont appliqués à canaliser voire à atténuer, s'aliénant ainsi leurs ouvriers. C'est ce phénomène, et non l'omnipotence omniprésente de Staline, qui explique que les dénonciations de cadres aient coïncidé dans les usines avec le mouvement stakhanoviste.



John Arch Getty de l'Université de Californie, Los Angeles (UCLA)

Cette attention accordée à l'histoire sociale est en fait une réponse à la myopie historique de la soviétologie traditionnelle, qui est comme un strict reflet de la naïveté des kremlinologues d'autrefois. Comme eux, les soviétologues accordent une place prépondérante aux phénomènes politiques, au mépris des rapports entre couches et classes sociales :

« L'image traditionnelle que les soviétologues donnent de la société soviétique dans les années 1930 est celle d'une société statique et monolithique. Considérant que, sous le régime soviétique, l'Etat possède tous les moyens de production et de contrôle politique, la plupart des auteurs ont tendance à se représenter cet Etat comme une force toute puissante, contrôlant tous les moyens d'existence et subordonnant tous ses « sujets » à ses intérêts et à sa volonté. Il ne leur vient pas à l'idée que les fonctionnaires eux-mêmes, tout en représentant l'Etat, aient pu avoir des intérêts particuliers et des intérêts de groupe distincts, sinon divergents de ceux du régime »(10)

Ne pas marcher la tête en bas

Suivant une terminologie qu'il renierait sûrement, Rittersporn, tout comme ses collègues anglo-saxons, s'efforce de considérer la structure sociale en-deça de la superstructure politique soviétique. Il s'agit d'un retournement matérialiste de la soviétologie, qui, après avoir marché la tête en-bas avec le paradigme du totalitarisme, commence à peine à être remise sur ses pieds. Mais le point Goodwin est atteint depuis longtemps dans le débat sur l'Union Soviétique. L'audience de Getty est destinée à rester limitée quand il écrit :

« De récentes études historiques spécialisées portant sur l'après 1929 ont montré que la prise de décision dans les premières années de Staline était déstructurée et erratique. La formulation des politiques sociales et éducatives, par exemple, était souvent incertaine, tâtonnante. (...) Les études récentes des sujets économiques,

intellectuels et politiques des années d'après guerre de Staline ont également insisté sur la fragmentation, l'indécision, et les luttes internes au sein direction. En général, les chercheurs spécialisés sur les années 1920 à 1940 ont été frappés par par le volontarisme ad hoc qui donnait forme aux politiques staliniennes. Il semble approprié de jeter un autre regard sur les années 1930.

Aucuns de ces travaux ne suggère que Staline n'ait pas été l'acteur politique le plus puissant, mais certains ont insinué qu'il n'était pas nécessairement l'auteur de chaque initiative. Il semble avoir fréquemment exercé son autorité en pesant en faveur de l'une ou l'autre faction ou option. De ce point de vue, les lieutenants de Staline ont eu non seulement un pouvoir d'exécution mais aussi un pouvoir de décision. »(11)

L'assimilation est donc vite faite entre ces gens et les « historiens » d'extrême droite. C'est ainsi qu'ils reçoivent, à leur corps défendant, l'étiquette de « révisionnistes », alors mêmes qu'ils n'ont, ni individuellement, ni collectivement, eu pour objectif de réhabiliter qui que ce soit ni quoi que ce soit, ni de minimiser les horreurs du stalinisme. Les recherches de Rittersporn et de Getty, par exemple, se sont développées parallèlement sans que l'un ne soit au courant des travaux de l'autre (du moins dans un premier temps puisque Rittersporn fait partie des contributeurs de *Stalinist Terror. New Perspectives*). Il y a fort à craindre que l'anticommunisme ambiant interdise la diffusion massive du nouveau paradigme auprès d'un grand public décervelé par les grands médias, qui, soumis aux intérêts dominants, sauront écarter les résultats de la recherche sur la base d'une pseudo-argumentation de type point Goodwin et totalitarisme. Les opprimés et dominés en lutte connaissent tous cette loi de l'histoire officielle, celle que les médias de masse racontent aux masses : elle « est toujours écrite par les vainqueurs ».

(1) Gilles Perrault, « L'Eternelle suspicion », le *Magazine littéraire* n°166, novembre 1980.

(2) John Arch Getty et Roberta Manning, Introduction, in J. Arch Getty et Roberta Manning (dir.) *Stalinist Terror : New Perspectives*, Cambridge University Press, 1993, pp.1-18.

(3) *The Origins of the Great Purges : The Soviet Communist Party Reconsidered, 1933-1939*, Cambridge University Press, 1985

(4) John Arch Getty, « Guide to the Smolensk Archive », in Sheila Fitzpatrick et Lynne Viola (dir.), *A Researcher's Guide to Sources on Soviet Social History in the 1930*, Armonk, 1990.

(5) *The Origins of the Great Purges : The Soviet Communist Party Reconsidered, 1933-1939*, p.5

(6) Gabor Tamas Rittersporn, *Simplifications staliniennes et complications soviétiques. Tensions sociales et conflits politiques en URSS, 1933-1953*, Editions des Archives Contemporaines/Gordon and Breach Science Publishers, 1988, pp.241-367

(7) Moshe Lewin, *The Gorbachev phenomenon : A historical interpretation*, University Of California Press, 1991, p.25)

(8) Moshe Lewin « Bureaucracy and the stalinist state », in Moshe Lewin et Ian Kershaw (dir.), *Stalinism and Nazism : dictatorships in comparison*, Cambridge University Press, 1997, pp. 53-74

(9) David L. Hoffman, « The Great terror on the local level : purges in Moscow Factories, 1936-1938 » in John Arch Getty et Roberta Manning, Introduction, in J. Arch Getty et

Roberta Manning (dir.) *Stalinist Terror : New Perspectives*, Cambridge University Press, 1993, pp.142-160.

(10)Gabor Tamas Rittersporn, *Simplifications staliniennes et complications soviétiques. Tensions sociales et conflits politiques en URSS, 1933-1953*, Editions des Archives Contemporaines/Gordon and Breach Science Publishers, 1988, p. 47

(11) The Origins of the Great Purges : The Soviet Communist Party Reconsidered, 1933-1939, pp.5-6